

World Economic Forum - «Global Competitiveness Report (GCR)» 2018-2019 :

## La prospérité économique de demain s'écrit dans la compétitivité d'aujourd'hui

**1<sup>9<sup>ème</sup></sup>** du classement mondial de compétitivité du World Economic Forum (WEF), l'économie luxembourgeoise se classe également 19<sup>ème</sup> sur 140 pays quant à sa capacité à innover. Le Luxembourg gagne trois places par rapport au classement 2017, selon une nouvelle méthodologie du WEF qui met l'accent sur les déterminants de la productivité d'une économie du XXI<sup>e</sup> siècle.

La capacité à innover est le point fort des économies considérées comme les plus compétitives par le rapport «The Global Competitiveness Report 2018-2019» (GCR), à savoir les Etats-Unis (1<sup>er</sup>), Singapour (2<sup>ème</sup>), l'Allemagne (3<sup>ème</sup>) ou encore la Suisse (4<sup>ème</sup>).

Le Luxembourg pourrait s'en inspirer à l'heure où le pays s'est orienté vers une diversification économique basée principalement sur l'innovation : mise en place d'un écosystème de R&D, développement de l'enseignement supérieur, diversification sur le secteur des TIC et le domaine de l'espace, ou encore, offre de formations digitales. Il ne faut cependant occulter aucun des piliers de la compétitivité, alors que les économies compétitives se montrent plus résilientes lors des crises et sont plus à même de favoriser le bien-être de leur population.

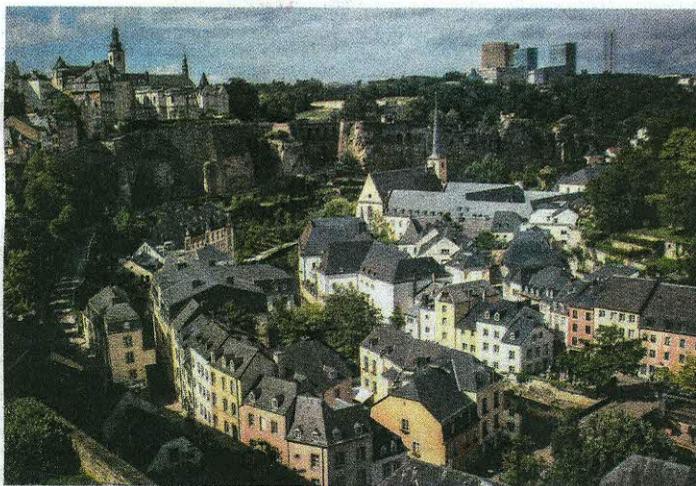
Le classement du WEF mesure la compétitivité à partir d'indicateurs statistiques publics des Etats participants et des institutions internationales, et des résultats de l'«Executive Opinion Survey», une enquête menée, au Luxembourg, sous l'égide de la Chambre de Commerce, entre février et avril 2018 auprès des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises.

### Ouvert, innovant, agile, inclusif, visionnaire : 5 qualificatifs de l'économie compétitive de demain

Le GCR apporte de nombreux enseignements sur les modèles de croissance à adopter pour demeurer compétitif au sein du contexte économique, politique, technologique et social actuel. La compétitivité n'est pas un jeu à somme nulle entre pays, et est atteignable pour chacun d'entre eux. Tous les pays peuvent ainsi devenir plus productifs en même temps.

L'amélioration du système éducatif et la réduction de la corruption au sein d'un pays n'entraînent pas la compétitivité de l'autre. Par ailleurs, l'ouverture sur le monde et les échanges entre pays sont bénéfiques à la compétitivité. La mondialisation est à ce titre à défendre de même qu'un système de gouvernance mondiale de plus en plus remis en cause.

L'ouverture et l'inclusion restent les clés de la compétitivité. Le GCR montre que les économies plus ouvertes sont aussi plus innovantes. Ralentir la mondialisation s'avère ainsi désastreux pour une



croissance économique soutenue. Le protectionnisme n'est jamais une solution. Par contre, des politiques à destination des populations spécifiquement touchées par la mondialisation, et qui favorisent plus globalement un niveau de vie plus élevé pour tous, peuvent s'accorder à des politiques bénéfiques pour la compétitivité d'une économie.

La relation entre compétitivité et environnement est moins concluante. Les économies les plus compétitives ont souvent la plus grande empreinte écologique, mais ce sont aussi les plus efficaces, leur empreinte écologique par unité de PIB étant la plus faible. Il incombe aux dirigeants de fixer des stratégies de plus long terme qui créent des cycles vertueux entre égalité, durabilité et croissance.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) et la mondialisation permettent le transfert rapide d'idées et de technologies et réduisent les obstacles à l'innovation, offrant de nouvelles façons de se développer. La digitalisation serait à même d'accélérer les bénéfices des échanges entre pays, que ce soit pour les plus compétitifs ou les pays moins avancés économiquement. Les potentialités de la technologie sont encore sous-exploitées pour le développement économique.

La faible croissance au sein de nombreux pays est en partie due à l'incapacité à tirer parti des nouvelles opportunités offertes par la technologie. Le rôle des institutions est notamment important pour progresser en ce sens. Si de nombreux pays se sont engagés sur la voie de l'innovation, la favoriser nécessite des stratégies globales que la plupart des économies doivent encore maîtriser. Il est ainsi observé de fortes disparités dans la qualité de l'écosystème de l'innovation et la capacité à innover,

l'Allemagne, les Etats-Unis, la Suisse et Taïwan faisant figure de «super innovateurs» d'après le WEF. Enfin, il faut adopter une approche globale pour accroître la compétitivité, une performance forte dans un domaine ne compensant guère une performance faible dans un autre. Les études du WEF suite à la crise économique et financière montrent que renforcer les fondamentaux de la compétitivité améliore la résistance aux chocs.

Le contexte instable actuel tend à valoriser la résilience économique, qui est obtenue par une bonne performance dans chacun des piliers de la compétitivité. Surtout, les pays les plus compétitifs d'aujourd'hui sont les mieux préparés à relever les défis des transformations économiques et technologiques de demain. Ces pays sont ceux qui donnent la priorité aux entreprises agiles et innovantes et à une main-d'œuvre qualifiée, combinées à des gouvernements visionnaires.

### Le Luxembourg face au défi de la compétitivité

Quelques déterminants de la compétitivité se révèlent être des points forts de l'économie luxembourgeoise, quand d'autres montrent de véritables marges de progression. Le GCR indique que le Luxembourg est un pays moderne sur le plan des institutions dont l'un des grands défis est d'anticiper et d'adapter ses infrastructures à sa forte croissance démographique et socio-économique.

Les résultats du Luxembourg demeurent insatisfaisants sur l'aspect capital humain, un déterminant crucial de la compétitivité, alors que les indicateurs montrent un investissement important dans ce domaine. Au-delà d'une augmentation des moyens alloués à la santé, l'éducation et la formation tout au

long de la vie, la question serait donc de savoir comment utiliser ces moyens plus efficacement pour faire plus avec autant. Petite économie ouverte, le Luxembourg puise aujourd'hui dans le bassin d'emploi de la Grande-Région, de l'Union européenne voire du monde entier pour répondre aux besoins de main d'œuvre qualifiée des entreprises. Les enjeux de compétences sont ainsi au Luxembourg tout autant liés au système éducation et de formation continue, qu'à la force d'attraction d'un territoire devenu une (petite) métropole internationale auprès de la main d'œuvre étrangère.

L'analyse des différents marchés met aussi en avant la forte ouverture du Luxembourg à l'international. Petit marché au niveau national, le Luxembourg profite depuis toujours de sa forte ouverture, favorisée par le multilinguisme, une population multiculturelle, l'importance de ses échanges internationaux, son attractivité pour les investissements en provenance de l'étranger, un positionnement au cœur du marché unique européen et la présence de secteurs de pointe, les services financiers en tête. La préservation d'un cadre international et local propice au libre-échange est l'un des grands enjeux du maintien de la compétitivité et de la prospérité de l'économie luxembourgeoise en faveur de toutes ses parties prenantes, ses citoyens en premier lieu.

Par ailleurs, l'écosystème innovant est sans doute devenu le déterminant le plus important de la productivité à l'heure où beaucoup évoquent une nouvelle révolution industrielle. Si l'écosystème luxembourgeois semble valoriser les innovateurs, et notamment la coopération entre eux au niveau international, il est moins favorable aux entrepreneurs, qui mettent notamment plus de temps qu'ailleurs à créer leurs entreprises.

Outil d'orientation des politiques publiques, le GCR pourrait devenir l'une des boussoles de la stratégie économique du Grand-Duché afin d'améliorer la compétitivité d'une économie performante mais qui n'a que peu progressé dans le classement du WEF sur les dix dernières années. Le Luxembourg possède de grands atouts dans cette optique, atouts qu'il faudra faire fructifier. Car ouvert, le Grand-Duché est et peut rester un porte-étendard du libre-échange au niveau international.

Visionnaire, il le devient de plus en plus avec un environnement politique et économique qui construit ensemble l'économie luxembourgeoise de demain. Agile, il doit le devenir davantage, avec un Etat qui tire profit de la digitalisation et qui agit en tant que facilitateur pour les entrepreneurs du pays. Inclusif, il l'est de par son modèle social et la forte internationalisation de sa population. Enfin, innovant a été l'un des maîtres mots du développement du Grand-Duché sur ces dernières années, les importants efforts déjà accomplis devant être décuplés pour faire du Luxembourg une terre de chercheurs et d'entreprises innovantes. La prospérité économique de demain s'écrit dans la compétitivité d'aujourd'hui.